

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

Compte-rendu de la Rencontre mensuelle du 11 septembre 2019

Ecole Normale Supérieure, 48 bd Jourdan 75014 Paris

Présents :

Philippe Bailloux, Marc de Basquiat, Marie-Hélène Bonjean, Denis Consigny, Laudine Grapperon, Laurent Guyot-Sionnest, François-Xavier Oliveau, Béatrice Mallebranche, Jean-Noël Marzo, Télémaque Masson, Nils Öhlund, Léon Régent

Absents excusés :

Christian Bouvard, François Legendre, Frédéric de Maneville, Patrick David, Catherine de Planard, Philippe Recouppé, Christian Rémy, Isabelle Thomas-Chiffaudel

Intervention de Michèle Debonneuil

Economiste, administrateur de l'INSEE et inspecteur général des Finances, à l'origine du plan des services à la personne développé par Jean-Louis Borloo, promoteur du concept d'économie quaternaire qui propose des solutions aux défis posés par l'économie numérique.

L'analyse développée par l'économiste Michèle Debonneuil part du constat d'un monde confronté à deux défis :

1. La croissance des inégalités. Les politiques de réduction du chômage mises en œuvre dans d'autres pays (Etats-Unis, Angleterre, Allemagne...) illustrent une loi économique universelle : la multiplication des petits boulots réduit fortement le chômage mais se traduit par une progression des inégalités. Il s'agit ici d'inventer une nouvelle organisation économique.
2. La croissance économique se fait mécaniquement au détriment de la nature et de la capacité de l'homme à survivre sur la planète. L'enjeu est de repenser une éthique adaptée à ce contexte. La solution ne consistera pas à arrêter de chercher à satisfaire nos besoins, par une forme de décroissance, mais à les satisfaire toujours mieux, en respectant la nature.

Le premier défi se pose à nous à court terme, l'autre à très long terme, ce qui ne nous soustrait pas à l'obligation de nous en préoccuper dès maintenant. Néanmoins, l'analyse développée ici se concentre sur le premier défi, car il est en réalité un prérequis à la résolution du second. Tant que les citoyens sont contraints pour leur survie, ils ne peuvent pas s'occuper du long terme. Seules des personnes en situation de vie digne peuvent trouver ensemble une solution, décider ce qu'elles souhaitent pour leur avenir.

L'urgence est de proposer une vision. Sans cela, les individus, les entreprises et les gouvernants sont incapables d'œuvrer efficacement. Chacun doit prendre conscience que des solutions existent, pour éviter de se tromper de combat. Deux exemples :

- Lorsque le gouvernement propose de réformer le système de retraite, c'est parce que les actifs ont de moins en moins la capacité de financer l'allongement de la vie. Mais pour les actifs, la vraie peur est celle de ne pas conserver ou trouver un travail après 60 ans, permettant d'atteindre l'âge de la retraite. La plupart de ceux qui sont rassurés sur ce point acceptent volontiers de repousser la date du départ.
- Le gouvernement français est en pointe dans la lutte contre les excès des GAFAM. Mais on risque juste de créer une surcharge de travail dans nos entreprises, de se couper des autres pays, d'envoyer des agents publics contrôler des entreprises qui mutent à toute vitesse. Lorsqu'ils arrivent à comprendre ce que les créatifs inventent, c'est trop tard. C'est exactement ce qui s'est passé face à la Finance internationale.

Bonne nouvelle : on peut se rassurer sur nos chances de succès face au premier défi.

En effet, notre histoire garde la trace d'une longue période de réduction des inégalités. Le déploiement des techniques de l'ère industrielle s'est accompagné de la constitution d'un rapport de force permettant aux salariés de négocier leur part des gains de productivité. Par cette confrontation entre les syndicats et le patronat, le progrès était diffusé dans la société, à l'image des ouvriers d'Henry Ford qui expliquait : « Je paie bien mes salariés, afin qu'ils m'achètent mes voitures ».

Ce rapport de force n'existe pas dans les nouvelles formes d'économie.

Un petit nombre accapare les gains de productivité grâce à la puissance du numérique, face à des travailleurs isolés, non syndiqués. Les nouvelles technologies permettent indéniablement de mieux satisfaire les besoins de consommation, pour la multitude des humains, mais ne placent plus l'homme au cœur du travail.

Alors que le plein emploi industriel s'organisait autour des usines, l'enjeu actuel est d'intégrer l'homme au travail dans nos vies quotidiennes, chez nous, dans nos rues, là où on vit. Il ne s'agit pas d'un retour à une forme de domesticité – certaines classes sociales s'attachant les services d'autres à leur domicile – mais d'organiser une production marchande massive sur les lieux de vie.

Si nous voyons des « usines » partout où nous vivons, nous pouvons imaginer que les personnes qui participent à cette production soient en position de négocier leur part des gains de productivité.

Des biens, des services, des solutions

Le point fondamental est que l'essentiel des gains de productivité se concentre dans les biens (matériels ou logiciels). Les services, actions adaptées unitaires réalisées par des personnes, ne donnent lieu qu'à des progrès de productivité marginaux (ex. le tarif des coiffeurs suit l'inflation). Depuis des décennies, les entreprises proposent des solutions, en encapsulant des biens et des services. La nouveauté que proposent les nouveaux acteurs globalisés – les GAFAM en premier lieu – est de proposer des solutions sans supporter eux-mêmes le coût des services.

Très concrètement, la plus grosse partie du service est réalisé par les clients eux-mêmes, ce qu'on connaissait déjà avec IKEA pour les biens d'équipement de la maison. Mais là il

s'agit d'une infinie richesse de solutions, apportées par une multitude de partenaires contribuant avec leurs biens et services. Les GAFAM délèguent ainsi une part importante de la valeur ajoutée à des partenaires, des start-ups, ce qui leur évite d'embaucher des salariés. Ces multiples entrepreneurs sont en concurrence monopolistique, mais toujours en risque d'être évacués du jeu par un nouvel acteur, une nouvelle mode. Ils n'embauchent pas non plus. En bout de chaîne, la troisième couche est constituée par des travailleurs indépendants, sollicités à la tâche, fragilisés comme jamais.

Tout au sommet de la pyramide, le monopole mondial accapare la quasi-totalité des gains de productivité, en contrôlant tous les flux d'informations. Grâce à ses investissements en systèmes d'informations mondiaux et en intelligence artificielle, il connaît et exploite au mieux les comportements des consommateurs. Son capital est d'abord un coût fixe énorme qui le met à l'abri de la concurrence. Le coup de génie est d'externaliser tous les coûts variables, laissant les partenaires et consommateurs s'adapter docilement à la plateforme technologique du monopole mondial.

D'une certaine façon, les grands monopoles mondiaux sont dans une telle position de force face aux autres acteurs qu'ils nous emmènent dans une économie guerrière. Ils laissent aux autres toutes les activités de services, qui sont des coûts variables, avec peu d'opportunités de gains de productivité.

Peut-on inventer un nouveau modèle économique ?

Les entreprises de commerce et distribution souffrent tout particulièrement de la concurrence des monopoles mondiaux qui mettent en relation instantanée les vendeurs et acheteurs du monde entier. En risque d'être évacués du marché, ils cherchent de nouvelles façons de se différencier et protéger leurs marges. Ce n'est certainement pas en tentant d'imiter – à leur échelle – les monopoles mondiaux que les commerçants et distributeurs atteindront une position dominante, s'ils ne disposent pas d'un capital considérable.

La voie est plutôt à chercher du côté de ce qui manque aux monopoles mondiaux : l'intégration intelligente des services de proximité pour proposer des bouquets de solutions précisément adaptés à leurs clients.

Car le monde souffre de l'avalanche de produits en lieu et place de solutions aux besoins des consommateurs. La course aux prix bas (avec l'hystérie du « Black Friday ») est une impasse : on se trompe de modèle économique. Illustrons avec un exemple.

Depuis 2010, la loi fait obligation d'installer des détecteurs de fumée dans tous les logements. A la date limite prévue par la loi, en 2015, des millions de détecteurs ont été achetés et installés par des propriétaires, locataires et prestataires divers. Généralement prévus pour une durée de vie de 10 ans, beaucoup de ces produits s'avèrent défectueux, les piles rendant l'âme rapidement. Dans la majorité des cas, les habitants des logements ne se soucient guère de l'état de fonctionnement de leur détecteur de fumée, en contradiction évidente avec l'intention de la loi. Il serait plus judicieux de prévoir un service de surveillance par des sociétés spécialisées, utilisant des capteurs qu'elles installent et contrôlent régulièrement.

On pourrait multiplier des exemples similaires, concernant souvent les besoins des jeunes enfants et des personnes âgées, illustrant comment le besoin réel est celui d'un service plutôt que d'un produit. Un robot intelligent de surveillance d'une personne âgée est un produit qui a une certaine valeur, mais il ne peut fonctionner efficacement que s'il est relié

à une chaîne de services réalisés par des personnes réelles intervenant auprès de la personne en difficulté. A défaut, le choix entre robot ou humain de compagnie est... inhumain.

La société de consommation nous a conditionné à acheter toujours plus de produits, en nous appuyant sur notre rêve d'autosatisfaction de nos propres besoins pour nous passer de l'intervention de tiers. Ceci a deux conditions néfastes. D'abord une débauche de produits à durée de vie limitée – voire à l'obsolescence programmée – qui encombrant nos caves, nos greniers et nos poubelles. Ensuite une réticence à payer pour des services qui répondraient pourtant efficacement à nos besoins.

Le schéma vertueux est la multiplication de sociétés proposant des solutions intégrées : les produits qu'elles mettent en œuvre sont sélectionnés avec précaution pour leur durabilité par leurs acheteurs professionnels ; leurs prestataires sont formés et encadrés. Travaillant au plus près de leurs clients, ils comprennent leurs besoins et s'y adaptent. C'est ainsi que ces sociétés sont naturellement amenées à proposer des « bouquets de services », combinant des compétences variées. La personne qui passe l'aspirateur peut envoyer un collègue chercher les enfants à l'école en cas de besoin, solliciter un autre pour réparer un évier qui fuit, préparer le constat de dégât des eaux à envoyer à l'assurance, faire remplacer dans la journée un lave-vaisselle défectueux ou, pourquoi pas, repeindre une pièce défraîchie...

Les solutions quaternaires, c'est maintenant

Dans tous ces cas, les plateformes technologiques sont des moyens puissants disponibles pour collecter les besoins unitaires et apporter les solutions les plus optimisées. Les entreprises fournissant les solutions intégrées gèrent des équipes de salariés professionnels, adaptatifs, humains, conscients de leur valeur et de leurs droits.

Plusieurs entreprises ainsi que des collectivités locales travaillent à la constitution de bouquets de services, en mettant en relation des compétences complémentaires : Sodexo, Shiva, FNAC, Darty, le Crédit Mutuel, le département des Yvelines... La mise au point de ces offres dépend beaucoup des opportunités rencontrées par les acteurs de terrain, ne suivant pas réellement un plan théorique précis.

L'enjeu est fondamental : protéger le travail de l'homme et raisonner l'usage des matières premières. A ce titre, le revenu universel peut avoir un rôle positif, à condition de s'insérer dans une vision où tout le monde va gagner sa vie en participant à l'activité économique. Il ne peut pas s'agir d'une vision – malheureusement répandue – où le revenu universel serait une alternative à la société du travail.

* * *

Prochaine réunion mensuelle AIRE :

Le 9 octobre 2019 de 18h00 à 20h00,

Marc de Basquiat confrontera ses propositions de réforme en matière de logement social avec **Cécile Bélard du Plantys**, directrice générale d'Archipel Habitat, office public de l'habitat de Rennes Métropole.